

LE JOURNAL DES ALTERNATIVES



PHOTO : ALAIN CHAGNON / ARCHIVES CSN

Suivez-nous sur le web!

MICHEL LAMBERT

C'est avec beaucoup de fierté que nous vous proposons la lecture des toutes premières pages du nouveau *Journal des alternatives*. Cette parution que vous retrouverez trimestriellement insérée au sein de l'hebdomadaire *Voir* se voudra votre référence francophone sur les avancées de la mouvance altermondialiste au Québec et ailleurs dans le monde.

Dans la lignée des multiples publications d'*Alternatives*, ce nouveau journal offrira des analyses différentes de ce que nous imposent les médias traditionnels, mais surtout, nous souhaitons essentiellement mettre de l'avant les perspectives progressistes des mouvements et organisations sociales en lutte pour la justice sociale, d'abord chez nous, au Québec, mais aussi internationalement.

Aujourd'hui, 24 septembre 2009, s'ouvre à Pittsburgh (États-Unis) les assises du Sommet des chefs d'État du G20 où les grands de ce monde verront à nous mettre devant un « règlement de crise basé sur l'adoption de règles strictes » en matière de rémunérations des opérateurs finan-



Nous souhaitons essentiellement mettre de l'avant les perspectives progressistes des mouvements et organisations sociales en lutte pour la justice sociale, d'abord chez nous, au Québec, mais aussi internationalement. — MICHEL LAMBERT

ciers. Comme si, l'unique encadrement des Vincent Lacroix de ce monde allait permettre d'écartier du revers de la main les

multiples crises, économique, politique et surtout écologique, auxquelles nous sommes aujourd'hui confronté!

Comme le système qui est à la source des problèmes ne se réinvente pas de lui-même, ce sont aux mouvements sociaux de pro-

poser et d'innover et de mettre de l'avant de nouveaux modèles durables. Et se sont leurs histoires, celles de cette multitude de

nouveaux chantiers citoyens qui souhaitent construire des sociétés durables que nous vous proposons ici.

Comme le Forum social Québécois que nous présentons ce mois-ci en exergue et qui est au centre de la mouvance sociale, le *Journal des alternatives* se veut lui-même un rassemblement, une porte ouverte sur la mise en œuvre de la société durable. En plus du journal imprimé trimestriel, nous publieront mensuellement une version téléchargeable, mais surtout, le site web www.alternatives.ca proposera quotidiennement des textes, des carnets citoyens, des documents vidéo originaux. Ce mois-ci par exemple, nous présentons en première un vidéo exceptionnel portant sur la récente délégation québécoise en Palestine.

Bon visionnement et bonne lecture!

Blogues



BERNARD DRÉANO

Douarnenez, émotion et solidarité internationale en Bretagne



ANNE LATENDRESSE

5e Sommet citoyen : appel à la création d'un mouvement citoyen



CLAUDE VAILLANCOURT

Crise économique, l'occasion manquée ?



PIERRE BEAUDET

La guerre sans fin continue



RAPHAËL CANET

FSQ : Un autre Québec est en marche



JACQUES LÉTOURNEAU

Coup d'État au Honduras – les syndicats au cœur de la résistance

Plus de blogues » alternatives.ca

www.alternatives.ca

Billet

Forum social Québécois : de la parole à l'action!

PAR LOUIS ROY



Depuis 2001, les groupes sociaux et syndicaux qui en ont assez des injustices, du capitalisme arrogant et des pollueurs qui nous assasinent lentement et sûrement, se sont dotés de ces espaces de débats que sont les forums sociaux et les assemblées de mouvements sociaux. Celles et ceux que l'on qualifie d'altermondialistes se réunissent à l'échelle locale, nationale, continentale et mondiale pour construire la voie vers un autre monde possible.

Participer à ces rencontres dynamiques montre bien qu'il existe déjà de multiples alternatives au modèle économique d'exploitation des humains et des écosystèmes.

Réfléchir localement, agir mondialement

La force des mouvements sociaux et syndicaux est leur militantisme et leur enracinement dans les communautés. Leur faiblesse repose sur le fait que chaque organisation agit dans sa sphère d'analyse et ne se coalise avec d'autres acteurs progressistes que pour des actions ponctuelles. Nous assistons trop souvent au morcellement des forces vives de la société avec parfois des soubresauts collectifs visant à contrer une ou des injustices plus flagrantes.

Les forums sociaux sont des espaces de liberté d'opinion et ils doivent le demeurer. Même s'ils permettent l'accroissement de la conscience collective, ils n'ont pas encore permis de créer une unité d'action porteuse d'un changement. Les mouvements sociaux qui y participent par les assemblées qui suivent les divers forums doivent donc prendre le relais concret des actions nationales et internationales, porteuses du changement recherché.

Bâtir sur une base commune

Il nous faut donc trouver un fil conducteur commun, soutenu par des actions concrètes et pouvant influencer sur les décisions politiques. Convenir d'une déclaration simple, en quelques points, que nous pourrions toutes et tous adopter dans chacune de nos organisations au Québec et sur l'ensemble de la planète. Un « programme politique » auquel nous pouvons tous adhérer et revendiquer dans chacun de nos États. Une vision que nous nous engagerons à disséminer auprès de nos membres et partenaires, que nous mettrons de l'avant à chaque occasion, que nous brandirons sur toutes les tribunes auxquelles nous aurons accès. Nous avons besoin d'une constance de tous les instants pour que notre vision s'incarne concrètement. Pour certains d'entre nous, il s'agirait d'un pas que nous n'avons pas l'habitude de franchir; pour d'autres il ne s'agirait que de mettre l'accent sur une partie de positions déjà adoptées. Mais il s'agirait sans doute d'une première déclaration commune, dûment adoptée sur une base planétaire.

Nous devons mettre de l'avant quelques principes fondamentaux, limités en nombre, sur lesquels nous comptons pour bâtir des sociétés plus justes, où le bien commun et le mieux être des populations constituent des objectifs incontournables :

- La terre, l'eau, l'air et les ressources naturelles doivent demeurer propriété collective sous la responsabilité des États ;
- Les services publics sont le moyen privilégié pour assurer une redistribution juste de la richesse collective ;
- L'économie, régulée mondialement par les États, est au service des communautés dans le respect des droits humains, sociaux et de l'environnement ;
- La population doit être impliquée activement et constamment dans les choix de société que les gouvernements mettent de l'avant.

À la fois simples mais parfois révolutionnaires, ces principes peuvent constituer une base sur laquelle nous pourrions ensuite élaborer des plans de travail qui correspondront à la réalité de chaque communauté.

Démarrer ce processus au FSQ 2009!

L'assemblée des mouvements sociaux, qui clôturera le FSQ d'octobre 2009, constitue l'endroit idéal pour démarrer un mouvement collectif élargi. Les organisations participant au FSQ pourraient s'engager à faire adopter ces principes par leurs membres d'ici septembre 2010. Parallèlement, dans les prochains forums sociaux comme au Mexique (Forum sur la crise – mai 2010), aux États-Unis (Detroit, juin 2010) ou à Asuncion (4^e Forum social des Amériques au Paraguay - juillet 2010) ainsi jusqu'au Forum social mondial de janvier 2011 au Sénégal, il faut convaincre le plus d'organisations et d'assemblées des mouvements sociaux possible dans le monde de faire de même. Convaincre par la parole et l'action qu'un autre monde est possible, voilà le chemin qu'il nous faut emprunter ensemble.

L'auteur est Premier vice-président de la CSN

Un message de confiance



PHOTO : FLICKR/JOHN HEPBURN

DEVANT L'AMPLEUR QU'A PRIS LE PROCESSUS COMMENCÉ AVEC LE FORUM SOCIAL MONDIAL DE 2001 À PORTO ALEGRE, ON ME DEMANDE SOUVENT SI LES ORGANISATEURS DE CE PREMIER FORUM IMAGINAIENT CE QU'IL ALLAIT DEVENIR. JE RÉPONDS EN DISANT QUE POUR NOUS DÉJÀ LE SUCCÈS DE CE PREMIER FORUM NOUS A SURPRIS. NOUS ATTENDIONS 2 500 PARTICIPANTS ET 20 000 PERSONNES SONT VENUES...

PAR CHICO WHITAKER

En effet, en 2001 nous avions seulement la certitude qu'il fallait lancer une alternative au Forum Économique Mondial, qui réunissait tous les ans, à Davos, les dirigeants des multinationales et les chefs des gouvernements des pays riches, pour consolider leur « pensée unique » autour de la primauté du marché, dans la logique de la compétition et de l'individualisme. Ils le présentaient comme la seule alternative pour la satisfaction des besoins humains, en lui attribuant aussi la capacité de résoudre par lui-même tous les dysfonctionnements de l'économie. Mais à la fin du siècle les effets pervers du système capitaliste, pour les êtres humains et pour la survie de la planète, montraient déjà le contraire.

Ceux cependant qui s'opposaient à ce système vivaient encore une certaine perplexité après la chute du Mur de Berlin en 1989 - l'événement qui a symbolisé l'échec de la longue expérience socialiste de l'Union Soviétique, le siècle dernier. Des protestations et des résistances à la domination du capital - qui s'était étendue sur toute la Terre - commençaient à se multiplier. Mais il fallait affirmer avec force qu'un « autre monde est possible », basé sur la coopération et la solidarité. Le Forum Social Mondial, centré sur les besoins humains, et réalisé en 2001 aux mêmes dates que le Forum de Davos - celui là centré sur l'argent - pour bien montrer à quoi il s'opposait, a rempli ce rôle, en renouvelant

l'espérance parmi ceux qui n'acceptaient pas le modèle social et économique dominant et cherchaient des alternatives.

Aujourd'hui nous sommes devant un vrai processus presque ininterrompu de rencontres des organisations de la société civile du niveau local au niveau mondial, en tant qu'espaces ouverts pour se rencontrer,

sœurs, spécialement après la démonstration donnée par la dernière crise économique de l'incapacité d'autorégulation du marché.

Nous tiendrons juste avant le FSQ une réunion du Conseil International du FSM, qui doit assurer la continuité du processus, en le servant sans vouloir le diriger d'en haut. Un vrai défi continu, en considérant spécialement



Le forum social mondial est devenu une des initiatives les plus réussies pour s'opposer à la domination du monde par le système capitaliste. — CHICO WHITAKER

se reconnaître, échanger des expériences, identifier des convergences, s'articuler, dans l'horizontalité et dans le respect de la diversité, pour se battre ensemble pour les valeurs d'une nouvelle civilisation, où les êtres humains seront en harmonie entre eux et avec leur mère commune, la Terre.

Le 2^e Forum Social Québécois s'inscrit bien dans ce processus, en donnant le départ à la série de Forums qui seront réalisés partout dans le monde en 2010 - dont un en janvier à Porto Alegre, pour évaluer les dix ans de cette initiative - et aboutir au prochain Forum Social Mondial à Dakar en 2011. Et des nouveaux défis nous attendent pour que la lumière de notre espoir puisse atteindre un nombre toujours plus grand de nos frères et

que le Forum Social Mondial est devenu très clairement un nouveau « bien commun de l'humanité », dont la forme de gestion est en elle-même à inventer, pour qu'il ne soit pas « privatisé », comme les autres biens communs que le système cherche à « marchandiser ».

Je souhaite un bon travail pour ceux qui se réuniront dans le Forum Social Québécois et dans le Conseil International du FSM dans ce début du mois d'octobre de 2009. Nous serons tous bienvenus dans ces espaces d'invention joyeuse du monde fraternel dont rêvent tous les êtres humains.

L'auteur est membre fondateur du Forum social Mondial et membre du Conseil International du FSM

LE JOURNAL DES ALTERNATIVES est produit de façon indépendante par Alternatives et la fédération Alternatives International. Tirage papier trimestriel inséré dans l'hebdomadaire VOIR à 235 000 exemplaires aux mois de septembre, décembre, mars et juin. Le Journal des Alternatives est aussi disponible en version Web, avec des mises à jour plus régulières et importantes sur le site www.alternatives.ca. Le Journal est mis à disposition aux conditions stipulées par une licence publique « Creative Commons » qui permet la reproduction des textes à des fins non commerciales mais en citant la source et les auteurs. Les points de vue exprimés par ces derniers n'engagent que ceux-ci.

CHRONIQUES : L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, Pierre Beaudet, Ronald Cameron, Raphael Canet, Bernard Dreano, Mireille Fanon-Mendès France, Michel Lambert, Anne Latendresse, Jacques Létourneau, Gustave Massiah, Vinod Raina, Owen Rose, Louis Roy, Claude Vaillancourt, Michel Warszawski.

CHRONIQUES VIDEO : Funambule média, Productions Via la Monde et Santiago Bertolino (sur www.alternatives.ca)

INFOGRAPHIE : Exergue Communications et Brigitte Beaudet

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert

ALTERNATIVES, 3720, avenue du parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Téléphone : (514) 982-6606 • Télécopieur : (514) 982-6122

Alternatives
... pour un monde différent

Sortie de crise ???

LE MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE EST CONFRONTÉ À LA CRISE DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE NÉOLIBÉRALE ET LE SYSTÈME DOMINANT, À UNE TRIPLE CRISE : LA CRISE ÉCOLOGIQUE MONDIALE, DEVENUE PATENTE ; LA CRISE DU NÉOLIBÉRALISME ET LA CRISE GÉOPOLITIQUE AVEC LA FIN DE L'HÉGÉMONIE DES ÉTATS-UNIS. IL S'AGIT D'UNE CRISE STRUCTURELLE : ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ; ÉCOLOGIQUE ; GÉOPOLITIQUE ; POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE.

PAR GUSTAVE MASSIAH

Pour « sortir » de cette crise, ce système blessé s'expose et nous expose à de nouveaux dangers. De façon très évidente, le premier danger concerne les risques de guerre qui sont des issues classiques des grandes crises. N'oublions pas que le monde est déjà en guerre et que près d'un milliard de personnes vivent dans des régions en guerre. Les conflits sont permanents et la déstabilisation systématique. Les formes de guerre ont changé avec la militarisation des sociétés, l'apartheid global, la guerre des forts contre les faibles...

Plus près de nous, le second danger concerne la pauvreté et les libertés. La sortie consiste ici à faire payer la crise aux pauvres et aux discriminés, à raboter les couches moyennes, et si ça ne suffit pas, à faire payer certaines catégories de riches. Cela laisse préfigurer de fortes contradictions. Pour faire passer de telles politiques, il faudra beaucoup de répression, de criminalisation des mouvements sociaux, de pénalisation de la solidarité, d'instrumentalisation de la lutte au terrorisme, d'idéologie sécuritaire, d'agitation raciste, islamophobe, d'exploitation des boucs émissaires et des migrants notamment.

Pour combattre ces dangers, il faudra renforcer les résistances et élargir les alliances

et les coalitions pour les libertés, la démocratie et la paix.

Des « opportunités » dans la crise

Les dangers sont connus, les opportunités, moins. D'abord, la défaite idéologique du néolibéralisme favorise la montée en puissance de la régulation publique. La redistribution des richesses et le retour du marché intérieur redonnent une possibilité de stabilisation, d'une garantie des revenus

s'accompagne d'une nouvelle urbanisation et des migrations qui sont les formes modernes du peuplement de la planète. Enfin, un système de régulation mondiale permettra de penser et réguler la transformation sociale à l'échelle de la planète et ouvrira la perspective d'une citoyenneté mondiale. Le mouvement altermondialiste est porteur de ces opportunités.

Aucune d'elles ne s'imposera d'elle-même ; elles n'aboutiront à des situations meilleures que si les résistances s'amplifient et si les luttes sociales, écologiques, pour les libertés, contre les guerres, s'intensifient. D'autant que la crise ouvre aussi des opportunités pour les élites dirigeantes qui se partageront entre celles qui pencheront vers des formes d'oppression renouvelées et celles qui basculeront vers une refonte du capitalisme. Cette refonte n'est pas inéluctable, mais elle n'est pas impossible. Elle ne sera crédible que quand toutes les voies permettant aux élites de conserver les formes actuelles du pouvoir se révéleront insuffisantes.



Le capitalisme n'est pas éternel, la question de son dépassement est d'actualité. — GUSTAVE MASSIAH

et de protection sociale, de redéploiement des services publics. De même, l'urgence écologique impose une mutation du mode de développement. La crise du modèle politique de représentation renforce aussi la nécessité de la démocratie participative et d'une réflexion renouvelée sur les pouvoirs. De plus, le rééquilibrage entre le Nord et le Sud peut ouvrir une phase de la décolonisation et une nouvelle géopolitique globale. Il

Le mouvement altermondialiste ne néglige pas les améliorations possibles et n'hésite pas à s'engager pour éviter les situations insupportables. Il est aussi majoritairement concerné par une transformation radicale et prend très au sérieux les possibilités, ouvertes par la crise, d'un dépassement du capitalisme qui s'inscrit dans le temps et n'est pas pré-déterminé. D'ailleurs, dans la société actuelle, des rapports sociaux le préfigurent déjà,

comme des rapports sociaux capitalistes ont émergé dans les sociétés féodales. Il ne s'agit pas de rapports nouveaux achevés mais de tentatives de dépassement qui émergent dans les pratiques sociales qui ne se dégagent pas toutefois complètement des rapports dominants. Le nouveau monde né dans l'ancien se construit progressivement ; il part des contradictions vécues et en construit de nouvelles. Le mouvement altermondialiste est porteur de ces nouveaux rapports à travers les résistances et les pratiques sociales innovantes. Les forums sociaux en sont les espaces d'expérimentation et de visibilité. Ils facilitent le travail intellectuel critique qui permet de différencier ce qui peut consolider la reproduction des rapports capitalistes de ce qui annonce de nouvelles perspectives.

En démontrant le potentiel de ces résistances, les pratiques actuelles et les exigences intellectuelles, l'altermondialisme donne une perspective à la sortie de la crise globale. Il permet de renforcer les libertés et la démocratie, en alimentant les résistances contre les conservatismes autoritaires et répressifs et les revendications pour la modernisation sociale. Il permet de lutter contre la constitution d'un nouveau bloc hégémonique formé par l'alliance des néolibéraux et des néokeynésiens et de pousser un éventuel Green New-Deal mondial à se surpasser. Il permet d'esquisser les alternatives qui caractériseront un autre monde possible. Un nouveau projet d'émancipation collective est à l'ordre du jour. Le capitalisme n'est pas éternel, la question de son dépassement est d'actualité. Nous devons commencer dès maintenant à revendiquer et à construire un autre monde possible.

L'auteur est membre du conseil de gouvernance d'Alternatives International



Du 8 au 12 octobre 2009, des milliers de Québécoises et de Québécois se mobiliseront pour participer au 2^e Forum social québécois.

Alternatives sera présent avec de multiples invités internationaux.

Pour plus d'information : 514.982.6606 www.alternatives.ca

Alternatives

Blogues



MICHEL WARSHAWSKI
Réponse au rapport de l'ONU sur les crimes de guerre à Gaza



MIREILLE FANON-MENDÈS-FRANCE
ISRAËL : et si c'était la fin de l'Impunité ?

La solidarité avec la Palestine Un combat qui ne peut se permettre un déficit de solidarité

PAR RONALD CAMERON

S'il est un combat qui ne peut se permettre un déficit de solidarité, c'est bien celui que poursuit le peuple palestinien. L'agression perpétrée par l'armée israélienne en décembre dernier contre la population de Gaza a précipité nombre de prises de position et des mobilisations partout dans le monde. Mais la multiplication des initiatives, qui expriment certainement cette volonté d'accroître la pression sur l'État israélien, cherche aussi à réduire l'écart qui s'est creusé avec les années entre les exigences au plan de la solidarité et l'isolement auquel fait face le peuple palestinien avec l'occupation militaire, ostracisme qui s'est nourri de la ré-

duction de l'aide internationale et de son utilisation politique.

Si peu de choses ont changé du côté du gouvernement canadien, on peut constater, au Québec et au Canada, un nombre considérable d'initiatives qui témoignent certainement du sentiment d'ouverture pour la cause palestinienne, malgré les controverses suscitées par les campagnes politiques des lobbys pro-israéliens. Or, si toutes les initiatives sont justifiées, elles n'ont pas toutes le même impact et ne se développent pas toutes de la même manière, dans le temps ou selon le degré de prise de conscience en cours des différents milieux sociaux.

Au-delà des activités d'informations et de sensibilisation, toujours essentielles pour le succès des mobilisations de tout type, au-delà des représentations politiques, des pétitions, des conférences d'études, des recours juridiques ou des enquêtes humanitaires qui exigent souvent une expertise singulière, deux initiatives, qui s'inscrivent dans le cadre de mobilisations internationales, permettent de poser des gestes concrets : il s'agit du Forum mondial en éducation qui se tiendra en Palestine en octobre 2010 et qui est appelé par le Comité international des Forums sociaux mondiaux d'une part, et de la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS), d'autre part.

Vers une délégation québécoise pour le Forum mondial en éducation en octobre 2010

En janvier 2009, à Bélem, dans le cadre de la déclaration à la mobilisation pour refuser les conséquences de la crise économique

mondiale et dans une perspective de répondre aux enjeux les plus criants, un appel à se solidariser avec le peuple palestinien invitait les mouvements sociaux à constituer des délégations pour se rendre sur place dans les territoires occupés et pour exiger la levée du blocus de Gaza. C'est à cet appel que la Coalition québécoise pour la justice et la paix en Palestine (CJPP) a répondu en organisant une délégation en mai dernier qui a permis de mobiliser les énergies de plusieurs organisations. Or, dans la même déclaration, le projet de tenir, en Palestine, le prochain Forum mondial en éducation y prenait place.

Si des délégations internationales se font de plus en plus nombreuses, si une telle présence de visiteurs étrangers est ressentie comme un geste important de soutien par la population palestinienne, si le témoignage au retour des visiteurs demeure un puissant levier de mobilisation, le projet d'une rencontre internationale que peut constituer ce Forum mondial en éducation en octobre 2010 revêt un caractère politique singulier. Elle suggère, entre autres, une coordination des délégations internationales. C'est un défi à relever non seulement pour celles et ceux qui sont préoccupés par les questions d'éducation mais aussi pour tout le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Ce rendez-vous sera certainement un moment fort de mobilisation internationale.

Lors du prochain Forum social québécois, en octobre à Montréal, se tiendra une nouvelle rencontre du comité international du Forum social mondial. Le projet de Forum

mondial en éducation sera un point important de la rencontre et la rencontre doit jeter les bases à une véritable coordination internationale pour cet événement.

Campagne BDS : la Norvège ne veut pas financer des entreprises qui contribuent à des violations du droit international

C'est en ces termes que le ministre des finances du gouvernement norvégien, Kristin Halvorsen, a motivé le 3 septembre dernier, la décision prise pour retirer le placement de 6 millions de \$ du fonds public de retraite dans l'entreprise israélienne Elbit Systems, spécialisée dans les systèmes de sécurité. Plus récemment encore, le vendredi 11 septembre, le fonds de pension américain TIAA-CREF a aussi indiqué qu'il se retirait de la société « Africa Israel Investments », détenue par le milliardaire israélien Lev Leviev. Le montant demeure minime, 250 000 \$, mais le geste politique est significatif, surtout pour une société américaine. L'appel lancé en 2005 par la société civile palestinienne à une campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) a obtenu un écho fragile au début. Mais force est de constater qu'il bénéficie maintenant d'une légitimité plus grande, depuis l'agression israélienne à Gaza en décembre dernier, mais aussi d'un écho plus large autant au plan international qu'au sein de ressortissants israéliens. Dans



Un examen plus serré des relations commerciales entre des intérêts québécois devraient nous amener à définir des cibles qui peuvent exercer une pression sur Israël.

— RONALD CAMERON

L'endettement écologique des pays du Nord

LE 3 DÉCEMBRE 1983, DES GAZ HAUTEMENT TOXIQUES S'ÉCHAPPAIENT DE L'USINE DE PESTICIDES DE LA TRANSNATIONALE UNION CARBIDE DANS LA VILLE DE BHOPAL, OÙ JE VIS. L'IMPACT FUT CATASTROPHIQUE! DES HOMMES, DES FEMMES ET DES ENFANTS QUITTÈRENT LEURS LITS EN PANIQUE DANS L'ESPOIR DE FUIR LE NUAGE MEURTRIER.

PAR VINOD RAINA

En moins d'une heure, plus de 3 000 d'entre eux s'effondrèrent à travers la ville. Des centaines de milliers d'autres échappèrent à la mort, mais les effets des poisons continuent, encore aujourd'hui, à faire de leurs vies un enfer. Jusqu'à présent, plus de 22 000 personnes en sont mortes.

Ce désastre illustre bien que les catastrophes industrielles font partie intégrante du paradigme actuel que les institutions financières promeuvent à travers le monde au moyen d'arrangements qui emprisonnent les pays bénéficiaires dans une spirale de dettes illégitimes et odieuses.

La destruction environnementale du Sud actuelle n'est que le prolongement du pillage écologique survenu lors de la colonisation. Rien qui ait de la valeur ne fut épargné :

La dette écologique du Nord envers le Sud n'est pas seulement historique, mais continue de s'accumuler tous les jours. Une définition convaincante est celle de « Accion Ecologica », en Équateur, selon qui la dette écologique est « accumulée par les pays industriels du Nord envers les pays du Tiers-monde sur le compte du pillage des ressources, des dommages environnementaux et de l'occupation gratuite de l'espace environnemental pour y déposer des déchets incluant les gaz à effet de serre.

La dette écologique est accumulée par des processus tels que l'extraction de nombreuses ressources naturelles, les conditions d'échanges commerciaux écologiquement inégales qui extériorisent les coûts écologiques, l'appropriation du savoir traditionnel (des graines et des plantes par exemple) sur lequel l'agrobusiness moderne et la biotechnologie sont basés, la contamination de



- les conditions d'échanges commerciaux inégales favorisant l'exportation de biens faisant fi des impacts sociaux et environnementaux de leur extraction ou de leur production ;
- l'appropriation des savoirs traditionnels liés aux végétaux sur lesquels se basent la biotechnologie et les agro-industries ;
- la dégradation des meilleures terres et des ressources marines, utilisées pour la production à l'exportation, mettant à mal l'autosuffisance alimentaire et la souveraineté culturelle des communautés du Sud ;
- la contamination de l'atmosphère par les pays industrialisés, par les émissions excessives de gaz à effet de serre et de gaz détruisant la couche d'ozone et causant les changements climatiques ;
- la dotation disproportionnée de la capacité d'absorption du CO2 aux océans du monde et à la végétation ;
- la production d'armes chimiques et nucléaires, souvent expérimentées dans le Sud ;
- l'entreposage de déchets toxiques et la vente de pesticides interdits dans le Nord, au Tiers-monde ;
- le pillage, la destruction et la dévastation commis pendant la période coloniale.

La dette climatique plus importante que la dette financière!

Avec la menace des changements climatiques, la valeur de la notion de la dette écologique monte de plus en plus. La culpabilité des pays industrialisés, qui ont empiété et continuent de le faire sur l'espace de développement légitime des pays moins développés, n'est que trop évidente. Et en mettant un prix sur une tonne de CO2 émise dans l'atmosphère, on peut monétiser la responsabilité des pays pollueurs. Un calcul commandité par le Gouvernement britannique a par exemple révélé qu'à un prix avantageux de 20 \$ US pour une tonne de CO2, les pays développés doivent aux pays pauvres 13 trillions \$ US par an! Cela contraste avec la dette financière externe des pays endettés et en voie de développement, qui totalise un peu moins de 3 trillions \$ US. La seule dette climatique, qui n'est qu'une composante de la dette écologique, révèle que les pays riches sont profondément redevables envers les pays du Tiers-monde d'une somme faramineuse!!!

L'auteur est membre du Conseil de gouvernance d'Alternatives International

La façon dont une partie du monde devint « développée » et celle dont une autre partie du monde devint « sous-développée » sous le titre collectif de Tiers Monde, ne sont pas des phénomènes séparés. Ils sont inextricablement liés. — VINOD RAINA

épices, plantes, humains et animaux, terres, minéraux, combustibles fossiles, etc. Le Nord a bâti sa richesse sur de tels pillages pendant 500 ans, appauvrissant les populations des colonies, de sorte que ces régions sont aujourd'hui dites sous-développées, en développement ou faisant partie de Tiers-Monde.

Les mots de Cecil Rhodes, grand façonneur de l'expansion britannique en Afrique, révèlent succinctement ces rapports : « Nous devons trouver de nouvelles terres desquelles nous pourrions facilement obtenir des matières premières et en même temps exploiter la main d'œuvre bon marché disponible chez les indigènes des colonies. Les colonies devraient aussi servir de dépotoir pour les biens produits en surplus dans nos usines. (traduction libre) ».

Sa déclaration inclurait aujourd'hui l'abandon dans les anciennes colonies d'industries polluantes et dangereuses, comme celle d'Union Carbide à Bhopal. La façon dont une partie du monde devint « développée » et celle dont une autre partie devint « sous-développée » sous le titre de Tiers Monde, sont des phénomènes inextricablement liés. Dans le marché mondial créé par l'Europe, une seule région pouvait extraire des régions dépendantes un gros surplus de produits, des ressources naturelles et de la main d'œuvre bon marché ou forcée. Les économies subordonnées se sont concentrées sur la production agricole, les matières premières et les minéraux de moindre intensité de capital et offrant de petits profits. L'économie mondiale était alors essentiellement tournée vers les besoins des économies dirigeantes.

l'atmosphère par l'émission de divers gaz à effet de serre, la production et l'expérimentation d'armes chimiques et nucléaires dans les pays du Sud, et l'entreposage de déchets chimiques et toxiques dans le Tiers-monde.

L'économie de marché néolibérale et mondialisée actuelle maintient et augmente la dette écologique via des mécanismes imposés par l'OMC et les institutions financières internationales, les investissements extérieurs, les conditions d'échanges commerciaux inégales, contraignant des pays à produire des biens d'exportation pour redresser des dettes financières, et à travers les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce, qui protègent les brevets de compagnies transnationales de matériel génétique pour l'agriculture et la pharmacologie, sans aucune compensation pour les gardiens de la biodiversité du Sud » (traduction libre).

L'accumulation de la dette écologique

Ceux qui abusent de la biosphère, transgressent les limites écologiques et mettent en œuvre des modèles non durables d'extraction de ressources naturelles, doivent commencer à s'acquitter de cette dette écologique.

En se basant sur la définition ci-dessus, nous pouvons légitimement dire que les populations du Sud méritent un redressement pour les dettes accumulées à travers :

- l'extraction de ressources naturelles, endommageant les bases de la survie des populations ;

Solidarité avec la Palestine - suite de la page 3

les pays occidentaux et aussi latino-américains, des pressions plus fortes se font sentir.

Un événement qui a fait beaucoup de bruits, surtout au Canada, et qui se situe dans cette perspective est celui qui a eu lieu au Festival des films du monde alors qu'une cinquantaine de personnalités, dont Naomi Klein, Jane Fonda, Ken Loach et le réalisateur israélien Udi Aloni, ont refusé d'y participer pour dénoncer la complicité du festival avec la propagande israélienne.

On doit pouvoir obtenir que de tels gestes soient aussi posés ici au Québec. Parmi les cibles, il y a certainement le protocole de bons échanges commerciaux qu'a convenu le gouvernement du Québec avec Israël en septembre 2008, entente qui n'a pas fait rouspéter le gouvernement Harper pour les libertés que le gouvernement québécois a pu prendre au plan international. Mentionnons que dans les suites de cet accord, le comité Québec-Israël a organisé le 16 juin dernier une dégustation de vins israéliens pour les membres de l'Assemblée nationale, où on y retrouvait des représentants du PLQ, de l'ADQ et du PQ... soit Maka Koto, Sylvain Simard et Marie Malavoy. Aussi, un examen plus serré des relations commerciales entre des intérêts québécois devraient nous amener à définir des cibles qui peuvent exercer une pression afin qu'Israël respecte les droits reconnus à l'échelle internationale.

En positif au développement d'une telle campagne, on doit compter sur les prises de positions dans le mouvement syndical qui se font plus nombreuses. En effet, coup sur coup, le congrès du Syndicat des postiers en 2008 puis celui de la CSQ en 2009 ont décidé de d'appuyer une telle campagne BDS. Ces ap-

puis sans précédents dans un pays occidental s'ajoutent à ceux de la FNEEQ (CSN), réitéré en 2009 et du SCFP ontarien. Celui-ci étudie actuellement le moyen d'approfondir sa prise de position en lien avec les fonds de pension détenus par les salariés qu'il regroupe.

Une controverse qui exige un travail permanent d'éducation

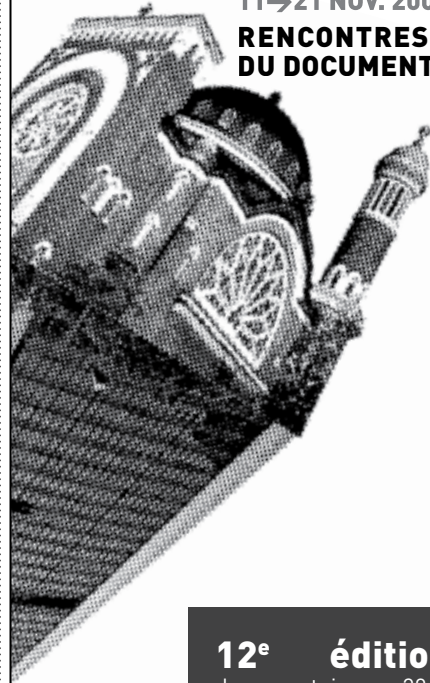
Dans une entrevue récente avec Naomi Klein et son éditrice israélienne, Yaël Lerner, la journaliste Cecile Surasky du média alternatif Alternet signale avec justesse que « Peu de campagnes pour la justice dans le monde sont plus polarisantes, voire plus explosives, que le recours au boycott international, au désinvestissement et aux sanctions pour presser Israël de mettre fin à une occupation des territoires palestiniens qui dure depuis 42 ans ». (1^{er} septembre 2009 - <http://www.alternet.org/story/142341/?page=entire>).

Malgré l'évidence de la violation des droits humains, il est vrai qu'une telle campagne exige un travail de sensibilisation pour contrer les perceptions que les protagonistes sont à « armes égales » et démontrer une volonté de se démarquer de l'antisémitisme. D'où les hésitations des uns et des autres qui amènent ainsi une différenciation marquée dans l'action de solidarité et un engagement inégal, tantôt avec un pied sur l'accélérateur, tantôt sur le frein ! Puisque cette entreprise de pression sur l'État israélien risque de se compter sur plusieurs années, rappelons que la FTQ a adopté le boycott de l'Afrique du Sud 20 ans avant que ça se produise.

L'auteur est membre de la Coalition pour la justice et la paix en Palestine

11-21 NOV. 2009 WWW.RIDM.QC.CA
RIDM

11-21 NOV. 2009 WWW.RIDM.QC.CA
**RENCONTRES INTERNATIONALES
DU DOCUMENTAIRE DE MONTRÉAL**



RIDM 12

12^e édition + 100 films documentaires + 30 pays représentés • 9 salles à Montréal, 1 à Québec • Ateliers, tables rondes et débats • Thématiques sociales, politiques et environnementales, nouvelles voies documentaires • Doc Circuit Montréal, le marché du documentaire